Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 142 (1997)

Heft: 5

Artikel: Les femmes ont-elles un rôle à jouer en matière de politique de

sécurité?

Autor: Jaeger, Odile

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345775

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les femmes ont-elles un rôle à jouer en matière de politique de sécurité?

Par Odile Jaeger 1

Les femmes, d'une manière générale, sont beaucoup plus sensibles à la violence sous toutes ses formes. Elles ont horreur de la guerre qui tue indistinctement militaires civils. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont souvent les premières victimes de ces nouvelles formes de guerre comme au Rwanda, en ex-Yougoslavie, etc. Popula-

tion civile anéantie, femmes violées, enfants abandonnés. Ce spectre fait très peur. Il faut donc lutter contre toute forme de violence, rechercher la paix par tous les moyens, en créant un institut pour la paix, mais surtout en supprimant l'armée cause de tous les conflits. Leurs arguments: la Suisse est à l'abri de toute guerre, elle doit montrer l'exemple. Désarmée, elle montrera sa volonté de paix.

La communauté romande « Femmes et politique de sécurité » a été créée en 1989, au moment de la votation sur l'initiative pour la suppression de l'armée, pour réagir à ces idées que des femmes répandaient partout au nom de toutes. Nous n'étions à l'époque qu'un petit groupe qui, au

La communauté romande « Femmes et politique de sécurité » vous invite à sa prochaine conférence-débat :

Lutte contre le crime organisé et la corruption Va-t-on vers une espace judiciaire européen et une collaboration intercantonale?

avec la participation de

- Bernard Bertossa, procureur du canton de Genève
- Roland Châtelain, juge d'instruction cantonal
- Arthur Hublard, procureur du canton du Jura
- Michel Lauper, avocat à l'Office fédéral de la police

Le débat sera animé par un journaliste de l'*Hebdo*

Mercredi 4 juin 1997, à 20 h 15, Bâtiment administratif de la Pontaise, Lausanne

¹Présidente de la Communauté « Femmes et politique de sécurité ».

fil des années, s'est fait connaître, s'est développé est maintenant bien implanté en pays romand, tout particulièrement dans le canton de Vaud.

L'égalité ne consiste pas à obliger les femmes à faire du service militaire, ce qui ne serait pas raisonnable, mais à se montrer solidaire et contribuer à la politique de sécurité. Cette politique nous concerne tous. Notre rôle est avant tout de nous informer, participer et agir s'il le faut. Notre slogan: « Les femmes s'engagent ». Celles-ci ne doivent pas seulement revendiquer toujours plus de droits mais aussi participer. C'est ce qui motive mon engagement.

Pendant ces six années, nous avons multiplié nos activités, participé aux nombreuses campagnes de votation dirigées contre l'armée, mais également organisé de nombreux débats concernant la politique de sécurité.

Pour notre prochaine conférence-débat qui aura lieu le 4 juin prochain, à Lausanne, nous avons choisi le thème de la lutte contre le crime organisé et la corruption. Pourquoi ce sujet? Avec le terrorisme, ce sont actuellement les menaces nouvelles qui sont les plus dangereuses pour les Etats démocratiques. On sait que des milliards ont été blanchis et sont cachés dans les banques. La corruption

gangrène souvent jusqu'au sommet de la hiérarchie et touche les hommes politiques, les gouvernants. On l'a vu en Italie mais aussi en France. Une collaboration internationale est en train de s'installer et la Suisse y participe. La loi fédérale sur l'entraide pénale internationale vient d'être modifiée pour permettre de limiter les multiples recours qui ralentissent la procédure, permettant souvent la prescription.

Nous vous invitons vivement à venir écouter les brillants orateurs de cette soirée qui sont des acteurs de cette chasse à la corruption en Suisse, grave menace pour notre pays.

O. J.

